

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 154 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2892 - Prix : 1€

2024 : une société à changer de fond en comble



Rentrée : Macron promet du sang et des larmes

Page 3

Mer Rouge : les flottes impérialistes en manœuvre

Page 7

Maurice : L'exploitation abominable des ouvrières immigrées du secteur textile

Page 11

ÉDITORIAL

En 2024, les raisons d'espérer sont dans les combats des travailleurs pour changer le monde !

L'année 2024 a commencé comme 2023 s'est terminée : au son du canon et des bombes en Ukraine et à Gaza. Avec les cris de désespoir des victimes, à commencer par ceux des Palestiniens de Gaza qui n'en finissent pas de compter leurs morts et sont livrés au froid et à la faim.

Dans la péninsule coréenne, 2024 a commencé avec 200 tirs d'artillerie nord-coréens visant la frontière maritime entre les deux Corées. Le dirigeant Kim Jong-un est adepte des rodomontades sans lendemain. Mais comment ne pas s'en inquiéter quand la mer de Chine s'est transformée en théâtre de confrontation entre les États-Unis et la Chine, rivale économique à abattre ?

Combien d'autres régions sont ravagées par les conflits armés, acculant des millions de personnes à la fuite et à la famine, comme en République démocratique du Congo ou au Soudan ?

Les bruits de bottes se font entendre jusqu'en Amérique du sud, au Guyana, ex-colonie britannique. Là, le Venezuela conteste aux États-Unis et à la Grande-Bretagne le droit de rafler les immenses réserves de pétrole de l'Essequibo.

Les horreurs, les guerres et les souffrances dont on ne voit pas le bout se multiplient et menacent le monde entier d'une nouvelle guerre mondiale. Sera-t-elle provoquée par l'extension de la guerre aux allures de purification ethnique qu'Israël mène contre le peuple palestinien ? Par un accrochage guerrier entre la Chine et Taïwan ? Par une escalade de la guerre en Ukraine ?

Personne ne peut le dire, mais les dirigeants de la planète nous mènent à une déflagration générale. Et ils s'y préparent, comme en atteste le ton martial des vœux de Macron demandant au pays de se « réarmer ». Et ce n'est pas un vœu pieux puisqu'il a doublé le budget de l'armement depuis 2017.

Mener des guerres fait partie du métier des dirigeants bourgeois. Car celles-ci sont le prolongement de la guerre économique que leurs trusts capitalistes se mènent pour contrôler les matières premières, les chaînes de production et s'assurer des marchés à l'échelle mondiale. Quelles que soient les justifications qui en sont données, les guerres sont toutes la traduction militaire des rivalités économiques pour conserver ou conquérir une suprématie économique.

L'espoir d'un avenir sans guerre ni exploitation repose tout entier sur notre camp, le camp des travailleurs. Il se trouve du côté des peuples qui n'ont cessé de se battre et de se révolter depuis que l'exploitation et l'oppression existent. Les travailleurs ont, à de multiples reprises, changé le cours de l'histoire au travers de leurs soulèvements et des révolutions sociales.

La seule source d'espoir est que nous retrouvons, en tant que travailleurs, la conscience de notre force collective et de notre capacité à changer la société.

Face à la marche d'un monde aussi détraqué et menaçant, on peut vite se sentir démuné, surtout quand on se démène dans mille et une difficultés quotidiennes, comme c'est le cas de l'écrasante majorité des travailleurs. Mais les fléaux qui font basculer l'humanité dans la barbarie et les attaques contre nos conditions de vie ont la même cause fondamentale : le système capitaliste qui consiste à accumuler le plus possible de capitaux privés au travers du marché et de la concurrence.

Les fauteurs de guerre sont aussi ceux qui orchestrent notre exploitation quotidienne, les bas salaires et le pillage des caisses de l'État au profit de la classe capitaliste. Ils peuvent décider de nous envoyer à la boucherie pour les intérêts de la bourgeoisie comme ils nous demandent déjà de nous sacrifier sur l'autel de ses sacro-saints profits.

Les capitalistes et leurs larbins politiques détiennent ce pouvoir en vertu des capitaux et des moyens de production qu'ils monopolisent. Mais ils ne font pas tourner la société. Ceux qui le font, ce sont bel et bien les travailleurs !

C'est nous, ouvriers, employés, techniciens qui détenons les secrets de fabrication pour produire, construire, organiser le travail, réparer, soigner, apporter l'eau et l'électricité... Même pour faire la guerre, le gouvernement dépend de nous. Qui d'autre que les travailleurs peut concevoir, produire, acheminer et manier les armes ? Sans les travailleurs, il n'y a pas de guerre possible.

Alors, œuvrons pour que 2024 voie renaître la conscience que les travailleurs représentent une force sociale et qu'ils peuvent et doivent arracher le pouvoir des mains de la bourgeoisie et de ses politiciens. C'est la seule chance d'offrir un avenir à l'humanité !

Nathalie Arthaud

Rentrée : Macron promet du sang et des larmes

Macron n'a pas manqué au soir du 31 décembre de faire sa traditionnelle allocution, en s'adressant à la « nation » car, pour lui, il n'y a pas de lutte de classes : il n'y a pas d'un côté des exploités qui se sont enrichis de façon éhontée en 2023, et de l'autre l'immense majorité de travailleurs dont les conditions de vie ont reculé !

Le discours avait un ton martial. Macron a parlé de la « peur du retour de la guerre » et il n'avait que le mot « réarmement » à la bouche : « réarmement de l'économie », « réarmement de l'État », « réarmement civique ».

Macron a aussi eu une phrase sur les « impatiences » : « Je sais les impatiences, oserais-je dire, je les partage. » Mais de quelles impatiences

parlait-il ? Celles de la grande bourgeoisie qui voudrait que l'État cogne plus fort encore sur les travailleurs et qui trouve que Macron est trop lent ? Celles de l'extrême droite qui attise la haine contre les travailleurs immigrés pour faire diversion face aux conséquences de la crise économique pour le monde ouvrier et veut en faire un marchepied pour arriver au pouvoir ? En tout cas, le président ne parlait pas de celles des travailleurs, des chômeurs ou des retraités exaspérés par l'inflation qui fait dégringoler leur niveau de vie. Macron est détesté par la population ouvrière et il le sait, comme il sait que c'est son rôle de concentrer le mécontentement sur sa personne.

Macron n'utilise pas un vocabulaire guerrier par hasard. Au-

jourd'hui, il voudrait que face aux menaces, tous se rangent derrière lui, cessent de contester, c'est-à-dire que les travailleurs sacrifient leur niveau de vie pour que les capitalistes français puissent mener leur guerre économique. Et, en fait, les sommets de l'État se préparent à ce que cette guerre économique puisse aller plus loin. Macron ne s'est pas vanté pour rien que « en une décennie, le budget pour l'armée a été doublé ». Pourquoi dépenser autant d'argent sinon pour être prêt à de futures guerres ? Et où qu'elles se situent, en Europe, en Asie ou en Afrique, elles seront menées dans l'intérêt des classes riches, aux frais des travailleurs. La guerre ne supprime pas la lutte de classe, elle en fait une question de vie ou de mort.

Pouvoir d'achat : ce qui ne change pas en 2024

Ce début d'année 2024, comme tous les ans, est l'occasion de commentaires sur « ce qui va changer en 2024 ». La routine est telle que même Macron, pourtant professionnel des discours creux et des écrans de fumée, a préféré passer vite sur le sujet. Ainsi, le smic augmente d'une quinzaine d'euros par mois, avec 1,13 % d'augmentation.

Avec la hausse du mois de mai, il colle à peine à l'inflation officielle, et c'est un message de soutien au patronat contre les revendications de hausses de salaire.

La plupart des salaires n'ont, loin s'en faut, pas suivi le coût de la vie. Au contraire, pour de plus en plus de travailleurs, le salaire réel a chuté et ils se retrouvent aujourd'hui au smic. La politique de la classe capitaliste a entraîné une telle chute du niveau de vie que les Restos du cœur sont encore débordés cette année et désormais au bord de la faillite.

Beaucoup de travailleurs ne peuvent pas faire les achats nécessaires avec leur seul salaire. Pour faire mine de répondre au problème

et aider les capitalistes à vendre leurs produits, l'État a multiplié primes, bonus, boucliers, chèques énergie ou autres. Mais, pour ne prendre qu'un exemple, le bonus pour l'achat d'un véhicule électrique n'empêche pas qu'il reste inaccessible à la plupart des ouvriers qui fabriquent ces mêmes véhicules. Quant à l'idée d'un leasing à 100 euros par mois, toujours pour l'achat d'un véhicule électrique, elle ne change rien au fait que vendre des produits de plus en

plus chers à des familles de plus en plus appauvries est impossible.

D'autre part, l'argent de ces aides données d'une main, est repris d'une autre main par l'État. Les prix du gaz, de l'électricité et les impôts locaux vont augmenter encore en 2024. Les timbres vont augmenter de plus de 10 %, et les cigarettes de 50 centimes à 1 euro selon les paquets. Rien ne peut dissimuler la baisse du pouvoir d'achat.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 15 JANVIER de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 26 JANVIER de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 27 JANVIER de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 10 FÉVRIER de 8H30 à 10H00

Travailleurs pauvres : tour de vis gouvernemental

À partir du 1er janvier, la prime d'activité et le RSA des travailleurs touchant les plus petits salaires vont être rabotés grâce à l'instauration du nouveau « montant social net ».

Cette nouvelle ligne, apparue progressivement sur les bulletins de salaire depuis l'année dernière, devient à présent obligatoire et sera transmise chaque mois par les employeurs aux organismes de Sécurité sociale. Le montant social net remplace ainsi la déclaration trimestrielle du net à payer avant impôt sur le revenu, que devaient effectuer les travailleurs pauvres auprès de ces organismes et qui servait à déterminer le montant de la prime d'activité et du RSA.

Le gouvernement prétend ainsi faciliter les démarches administratives et limiter les risques d'erreur de déclaration. Mais il ne s'agit pas que de cela. Au passage, le montant social net inclut ce qui est considéré

comme des avantages en nature : par exemple les tickets restaurant, ou la part patronale des cotisations obligatoires aux mutuelles, etc. Cela fait gonfler ce montant social net par rapport au net à payer avant impôt. Devant les protestations de centrales syndicales, le gouvernement a récemment accepté d'en exclure la prévoyance, reconnaissant qu'un capital-décès lointain n'a rien à voir avec des prestations sociales indispensables pour boucler au jour le jour le budget des travailleurs.

Il n'en reste pas moins que le montant social net fait augmenter dans bien des cas d'une centaine d'euros, et pour certains d'encore plus, la base sur laquelle la prime d'activité et le RSA sont calculés. Cela fera baisser ces prestations de plusieurs dizaines d'euros, sans qu'aucune augmentation de revenu ne soit intervenue.

Combien de travailleurs se découvriront victimes de cette arnaque au

cours des prochains mois ? Des centaines de milliers ? Plus encore ? La politique anti-ouvrière du gouvernement se niche parfois dans ce genre de détail...



Anticor : le pouvoir juge et partie

Le gouvernement a décidé de ne pas renouveler l'agrément de l'association Anticor, limitant ainsi ses possibilités de porter des affaires de corruption devant les tribunaux.

Cet agrément autorise l'association à saisir la justice et à imposer que des enquêtes aient lieu dans des affaires de corruption. Il lui permet aussi d'avoir accès aux dossiers. Cet agrément avait été mis en place en 2013 par Hollande. Avant, seuls les procureurs de la République pouvaient se constituer partie civile pour des affaires de corruption et, comme ils dépendent du pouvoir exécutif, ils le faisaient très rarement. Mais Hollande ne prenait pas trop de risques car seul le gouvernement peut accorder cet agrément, et en plus pour une durée de trois ans. En ce moment, seules trois associations l'ont obtenu...

Au fil des années, Anticor a pu mettre en cause des politiciens de

différents bords grâce à cet agrément, notamment le ministre de la Justice Dupond-Moretti, le secrétaire général de l'Élysée Kohler et la désormais ex-Première ministre Borne. « *Ce n'est donc pas une surprise* », comme l'a déclaré la présidente d'Anticor, si Macron n'a pas renouvelé l'agrément. D'après cette même présidente, le niveau de corruption est d'ailleurs actuellement colossal : « *Rien qu'en France, il a été évalué à 120 milliards d'euros par an.* »

La plupart de ces affaires ont pour origine les liens fusionnels entre l'État et les grands groupes capita-



listes. Par exemple, Kohler est accusé d'avoir servi les intérêts du trust de transport maritime MSC, Borne est quant à elle accusée d'avoir favorisé les compagnies autoroutières quand, en tant que chef de cabinet du ministre de l'Écologie, elle a mené les négociations concernant les conditions du prolongement de leurs concessions en 2015.

Ces affaires émaillent l'histoire du capitalisme depuis ses débuts. Mais elles se sont amplifiées avec le temps car les profits des grands groupes capitalistes dépendent de plus en plus du soutien de l'État et des marchés publics. Le seul anticorps ou remède efficace serait de renverser le capitalisme lui-même.

Remaniement : pour ne rien changer

La nomination à Matignon de Gabriel Attal, enfant prodige de la macronie, à la place d'Élisabeth Borne, ex-préfète congédiée par un tweet, ne changera rien à la vie des travailleurs de ce pays.

Les Premiers ministres se suivent, les castings gouvernementaux se renouvellent, des premiers de la classe ambitieux remplacent de vieux briscards blanchis sous le harnais, sans que la politique menée ne varie. Mais la feuille de route reste de servir les capitalistes, aider les grands patrons du CAC 40 à conquérir des marchés, financer leurs investissements avec l'argent public, attaquer les droits des travailleurs, augmenter le temps de travail, réduire la part de richesses qui revient aux classes populaires, désigner des boucs émissaires du côté des étrangers...

C'est bien sûr la politique assu-

mée de Macron et de sa bande d'arrivistes, prêts à toutes les manœuvres et les retournements pour faire passer leurs lois antiouvrières.

Cette politique antiouvrière ne vient évidemment pas seulement de la petite personne de Macron : c'est celle qu'exige le grand patronat dans cette période de crise du capitalisme où la concurrence et les rivalités économiques sont féroces.

Pour préparer les lois de régression sociale, pour mettre en œuvre une politique et des budgets pro-patronaux, il y a derrière les ministres des hauts fonctionnaires, liés à la grande bourgeoisie par de multiples relations.

Élection après élection, les têtes ont changé à l'Élysée, à Matignon ou au Parlement. Les partis usés au pouvoir ont été remplacés par de nouveaux. La gauche et la

droite ont laissé la place à Macron et fait le lit de l'extrême droite, désormais au plus haut dans les sondages. Mais la politique menée, elle, n'a pas varié ou, plus exactement, chaque équipe au pouvoir a aggravé les attaques antiouvrières de la précédente. Car tous ces partis de gouvernement sont respectueux de l'ordre social existant, du pouvoir absolu que les capitalistes exercent sur la marche de l'économie. Et tous acceptent d'être des gestionnaires d'un appareil d'État forgé exprès pour défendre le capital.

C'est cet appareil d'État que les travailleurs devront abattre pour changer leur sort. Le changement des marionnettes qui le décorent ne leur est d'aucune utilité.

Immigration : manifestons contre une loi antiouvrière

Le Conseil constitutionnel se prononcera le 25 janvier sur la validité de tout ou partie de la loi Asile-Immigration adoptée par le Parlement, avec le soutien des députés de droite et du RN, le 19 décembre.

Cette loi constitue une attaque directe contre les travailleurs immigrés, avec ou sans papiers, leur rendant la vie encore plus difficile, les soumettant encore plus au bon ou mauvais vouloir des autorités et du patronat. Elle est de ce fait une attaque contre l'ensemble des travailleurs du pays, quel que soit leur statut, puisque l'oppression des uns facilite et prépare l'oppression des autres. Elle est aussi une attaque politique visant à opposer entre elles diverses catégories de travailleurs, avec ou sans papiers, étrangers ou français, etc. Elle prend place dans la constante et pesante campagne xénophobe faisant des étrangers les responsables de tous



Camp de migrants africains dans le quartier de Cavani à Mayotte

les maux, dédouanant ainsi le patronat et l'État de la responsabilité du chômage, des bas salaires et de la dégradation des services publics.

C'est pourquoi Lutte ouvrière appelle à se joindre aux manifestations organisées contre cette loi. Des personnalités de la gauche politique et syndicale et des artistes appellent à

celle du 21, avec des arguments qui souvent ne sont pas les nôtres. Quoiqu'il en soit, c'est au nom de la défense des intérêts de la classe ouvrière et au nom de l'unité des travailleurs de tous les pays que Lutte ouvrière participera à la manifestation du 21 janvier, qui partira à 11 heures du jardin de l'État.

Énergie : pas de réponse aux besoins de la population sans planification !

Fin 2023, EDF procédait à des coupures sélectives dans un certain nombre de quartiers suite aux problèmes techniques rencontrés par les centrales de production d'électricité privées.

Début janvier, la centrale EDF thermique de La Possession utilisait la totalité de ses douze groupes de production pour faire face à la demande d'énergie sur son réseau.

En effet, le photovoltaïque et l'éolien, s'ils ont pris une place plus importante dans le « mix énergétique » de la production électrique de La Réunion, restent dépendants de la couverture nuageuse et du vent. En cas d'absence de rayonnement solaire et de vent suffisants, la production issue de ces deux sources d'énergie s'en trouve diminuée.

À cela s'ajoutent de nouvelles consommations d'électricité provoquées par le recours de plus en plus fréquent à l'énergie électrique des industriels et des entreprises, mais aussi des ménages, ainsi que le développement des ventes de voitures électriques et la nécessité de recharger régulièrement leurs batteries.

Le Sidélec a ainsi prévu pour les années qui viennent d'installer quelques 12 000 points de recharge-



ment rapide des batteries de voitures et les communes ont l'intention d'en faire autant.

Mais la question reste qu'il faut maintenir l'équilibre entre les capacités de production électrique et la consommation de courant et pour cela il faut davantage de sources d'énergie disponibles.

Par ailleurs les beaux discours sur l'autonomie énergétique réunionnaise ne doivent illusionner personne. Le carburant de la centrale possessionnaise d'EDF fonctionne à l'huile de colza importée de France et les centrales thermiques du Gol et de Bois Rouge fonctionnent, en dehors de la campagne sucrière, avec des palets de bois importés des États-Unis.

La menace de fermeture récente

du canal de Suez a ainsi obligé le bateau transportant l'huile de colza à contourner l'Afrique et à retarder de douze jours l'approvisionnement de l'usine en carburant.

Les capitalistes du commerce ou du secteur productif ne raisonnent qu'en fonction de leurs intérêts immédiats. Peu leur importe que le fonctionnement anarchique de leur système débouche un jour sur un effondrement général du réseau électrique privant toute la population d'électricité.

C'est pourquoi seul un système planifié de production de biens et de services sous le contrôle des travailleurs et de la population pourrait permettre d'apporter des solutions pérennes et raisonnées aux besoins de l'humanité.

Surpopulation carcérale : une «passion d'enfermer» les gens

Selon des statistiques de l'administration pénitentiaire, le nombre de détenus en France a atteint au 1er décembre le chiffre record de 75 667 personnes, pour 61 359 places. La surpopulation carcérale atteint des records.

La densité est de 123,3 %, mais elle atteint et parfois même dépasse les 200 % dans onze établissements. Et dans les maisons d'arrêt, là où sont emprisonnés les détenus en attente de jugement, donc en principe présumés innocents, ainsi que ceux condamnés à de courtes peines, elle est de 148,5 %.

Il va sans dire que cette surpopulation n'offre guère de perspectives de réinsertion aux prisonniers entas-

sés pendant des mois voire des années dans des conditions inhumaines. Selon Dominique Simonnot, la contrôleur des prisons, « *des gens ont moins d'un mètre carré pour se mouvoir, sont enfermés 22 heures sur 24, dorment sur un matelas au sol [avec] du papier toilette dans le nez et les oreilles pour empêcher que les cafards n'y entrent.* » L'insalubrité est fréquente dans de nombreux lieux de détention, où les lavabos fuient, où les cafards et les rats grouillent, avec dans certaines cellules des odeurs d'urine qui se répandent, etc. Cela ne peut que créer des tensions et des bagarres, dont les surveillants, qui ont d'ailleurs un taux d'absentéisme de 40 %, sont aussi

victimes.

Dominique Simonnot dénonce aussi « *cette passion* » d'enfermer pour laquelle la France a été de nouveau condamnée en juillet dernier par la Cour européenne des droits de l'homme. Darmanin et ses forces de police enferment à tour de bras de petits délinquants sans danger pour la société, voire des innocents.

La seule suite que donne le gouvernement à cette surpopulation carcérale est de créer de nouvelles prisons, sans promouvoir d'autres solutions ni bien sûr s'attaquer aux causes profondes de la délinquance dans une société d'injustices pourrisantes.

Mediator : Servier touché mais pas coulé

Le 20 décembre, la condamnation de Servier pour tromperie aggravée, et homicides et blessures involontaires, a été confirmée. Le tribunal a donc reconnu que le groupe Servier avait manœuvré pour continuer à commercialiser le Mediator comme antidiabétique, malgré son peu d'utilité reconnue contre cette maladie, alors qu'il le vendait en réalité comme coupe-faim. Le Mediator est donc resté prescrit et remboursé par la Sécurité sociale pendant plus de trente ans à environ cinq millions de personnes, parmi lesquelles il a entraîné jusqu'à 2 000 morts. Pour obtenir son retrait, il a fallu qu'Irène Frachon, une pneumologue alertée par les problèmes cardiaques graves de ses patients sous Mediator, dénonce avec acharnement ce scandale sanitaire.

Le groupe au chiffre d'affaires de 5 milliards d'euros a été condamné à 2,7 millions d'euros d'amende et à rembourser 415 millions d'euros aux caisses de Sécurité sociale, mais il échappe à la confiscation des 182 millions d'euros de bénéfices liés au Mediator. L'ex-numéro 2 du groupe – le patron Jacques Servier étant dé-



cedé en 2014 – en sera quitte pour porter un bracelet électronique pendant un an, une fois payée une amende de 90 000 euros qui ne risque pas de le mettre sur la paille.

Les avocats de Servier ont annoncé qu'ils contesteraient une fois de

plus ce jugement devant la Cour de cassation. Leur condamnation n'en est pas moins une victoire morale pour tous les malades et les médecins, comme Irène Frachon, qui se sont battus pour faire connaître la vérité.

Mer Rouge : les flottes impérialistes en manœuvre

Dimanche 31 décembre, l'armée américaine a annoncé avoir tué dix miliciens houthis et coulé trois de leurs quatre bateaux alors qu'ils tentaient d'attaquer un navire du géant danois du transport maritime Maersk.

Depuis des années, au Yémen, l'Arabie saoudite fait la guerre à ces milices houthis qui ont le soutien de l'Iran. Et, depuis quelques semaines, celles-ci auraient réalisé une vingtaine d'attaques de navire en mer Rouge.

L'action des Houthis ou du Hezbollah au Liban est utilisée pour présenter l'Iran comme une grande menace pour Israël et l'Occident en général, alors que le régime des mollahs cherche à éviter l'affrontement avec l'impérialisme.

Mais, si les Houthis n'ont jusque-là fait aucune victime et peu de dé-

gâts sur les bateaux visés, leurs coups ont suffi à faire modifier les itinéraires de ces navires géants. Or ils contiennent des millions de dollars de marchandises de toutes sortes, des produits de consommation mais aussi, par exemple, une partie des câbles électriques et des aciers plats importés d'Asie par les industries occidentales.

Pour protéger cette route maritime par où transite plus de 10 % du commerce mondial, les États-Unis ont monté avec vingt États une coalition militaire devant agir en mer Rouge.

Elle ne s'est pas faite sans difficultés ni tensions entre les intérêts froissés des uns et des autres. Le gouvernement espagnol s'est dit surpris que les États-Unis l'impliquent dans cette coalition militaire sans lui avoir

vraiment demandé. Quant à la France, elle tient à afficher que sa flotte, qui de toute façon ne pèse pas bien lourd aux côtés des porte-avions américains, participe à la coalition mais reste sous commandement national.

En intervenant en mer Rouge, les dirigeants impérialistes contribuent en fait à l'extension du conflit. L'impérialisme français a déjà depuis longtemps un pied dans les manœuvres guerrières au Moyen-Orient, à la remorque des États-Unis. Macron a affiché son soutien à Netanyahu dès le début de sa guerre contre le peuple palestinien. Des frégates françaises sont présentes en mer Rouge et, à la mi-décembre, l'une d'elles a abattu des missiles houthis.

Des affrontements en mer Rouge... aux vagues d'augmentation des prix à La Réunion

Suite aux attaques menées par les Houthis (Yémen) contre les navires de commerce en mer Rouge le préfet de La Réunion a convoqué le 22 décembre dernier une cellule de crise pour faire un point sur les risques de difficulté d'approvisionnement de l'île en cas de fermeture du Canal de Suez.

La Réunion est à 95 % dépendante de ses importations pour ses approvisionnements en produits de consommation et ces produits sont acheminés en majeure partie par ba-

teau via le Canal de Suez.

Si celui-ci venait à être fermé, cela aurait pour conséquence immédiate d'obliger tous les bateaux de commerce à contourner le continent africain, d'allonger le temps de transport d'au moins dix jours et par conséquent d'augmenter le prix du transport des marchandises.

Alors que le préfet, à l'issue de sa conférence de presse rendant compte de la cellule de crise qu'il avait convoquée fin décembre, tenait un discours visant à rassurer la popula-

tion sur le risque d'augmentation des prix qui, selon ses dires, ne pourrait intervenir que fin 2024, la direction de la compagnie CMA CGM s'empressait de publier dès le 2 janvier sur son site internet plusieurs hausses de tarifs applicables dès le 15 janvier.

Le préfet cause, les capitalistes décident !

Les capitalistes du transport maritime ne connaissent pas la crise

En 2014, la compagnie de transport maritime CMA-CGM, l'un des leaders mondiaux dans le domaine, signait un accord avec François Hollande, président de la République, pour faire du port de La Pointe-des-Galets son hub dans l'océan Indien.

Si d'aventure, le Canal de Suez venait à être fermé, une grande partie des marchandises transiterait vers le sud ouest de l'Océan Indien et trouverait sur sa route... La Réunion et le

port de la Rivière des Galets où la CMA-CGM mettrait la main sur une partie de ce trafic, ce qui lui permettrait d'augmenter d'autant son chiffre d'affaires et ses bénéfices.

Les crises donnent ainsi de nouvelles opportunités aux grands groupes capitalistes de faire flamber leurs prix et leurs profits au détriment des travailleurs et des populations.



L'Ocean Viking consigné : "Laissez-les mourir !"

Pour la deuxième fois en quelques semaines, le navire *Ocean Viking* affrété par l'ONG SOS Méditerranée a été consigné par les autorités italiennes dans le port de Bari, sur l'Adriatique, pour avoir dévié sa route de quelques milles dans l'espoir de porter secours à de nouveaux réfugiés en danger.

L'*Ocean Viking* est puni, bloqué pour vingt jours dans ce port pour avoir contrevenu au décret Piantedosi, article de loi meurtrier qui lui imposait « *de se diriger sans délai, à la vitesse maximale et en suivant une route directe vers le lieu sûr assigné* ». Or avec 244 réfugiés à son bord, secourus en deux jours lors de trois opérations de sauvetage, l'*Ocean Viking* avait reçu un nouvel

appel au secours. Pour avoir tenté d'y répondre, le navire humanitaire et son équipage tombent sous le coup du décret, sont mis dans l'impossibilité de procéder à de nouveaux sauvetages, et menacés d'une nouvelle amende.

Peu de navires continuent de porter assistance aux réfugiés en partance vers l'Europe dans cette zone de Méditerranée centrale. L'Organisation internationale pour les migrations, l'OIM, totalise 2 678 morts ou portés disparus dans cette zone depuis janvier 2023. Quant à la Manche, si les décès ont été heureusement moins nombreux l'an passé, plus de 23 400 personnes l'ont traversée en 2023, dans des conditions qu'on peut imaginer.

Une ONG, dans son bilan glaçant

« Migrants disparus », recense en dix ans 28 320 hommes, femmes et enfants morts ou disparus rien qu'en Méditerranée. En 2023, 90 % des décès de migrants ont eu lieu en Méditerranée centrale. Mais le périple terrestre nécessaire avant d'accéder à un port avant la traversée est déjà souvent meurtrier.

Laisser les humains se déplacer où bon leur semble pour vivre sur leur planète relèverait de la simple humanité. Les gouvernants européens portent la responsabilité des morts à venir.

Bourses mondiales : records pour qui ?

Les Bourses mondiales ont atteint des sommets en cette fin d'année 2023. C'est une bonne nouvelle pour les grandes fortunes et une catastrophe pour les classes populaires du monde entier.

L'inflation, les ruptures d'approvisionnement et les politiques monétaires restrictives des banques centrales n'ont pas empêché les grands groupes de faire des profits record cette année. Ils ont en fait répercuté tous ces aléas dans leurs prix et les ont fait payer finalement à la population. Ils ont ainsi maintenu leurs marges, d'autant plus que les salaires ont globalement augmenté moins vite que les prix et que les États ont arrosé d'argent public tous

ces parasites capitalistes.

Cotés en Bourse, ces groupes ont alors vu la valeur de leurs titres s'envoler. Ces records se chiffrent en milliards supplémentaires dans les poches des gros actionnaires. Les 500 personnes les plus riches du monde ont vu leurs fortunes cumulées augmenter de 1 500 milliards de dollars ! Elon Musk (Tesla) a augmenté la sienne de 95,4 milliards de dollars, Mark Zuckerberg (Meta, ex-Facebook) de 80 milliards de dollars et Jeff Bezos (Amazon) de 70 milliards de dollars. Quant à Françoise Bettencourt Meyers, elle devient la première femme à la tête d'une fortune de plus de 100 milliards, grâce aux actions L'Oréal

qui ont atteint un niveau inégalé cette année et fait bondir sa fortune de 40 %.

Ces fortunes insolentes ne tombent pas du ciel. Même quand elles sont liées à des phénomènes spéculatifs, elles reposent avant tout sur l'exploitation de la classe ouvrière. Au même moment, les travailleurs sont de plus en plus nombreux à ne pas pouvoir boucler leurs fins de mois à cause des prix trop élevés et des salaires trop faibles, et dans bien des pays pauvres à ne faire qu'un repas par jour, voire à plonger dans la famine. Tout cela pour fabriquer l'opulence dans laquelle vivent les propriétaires de ces grandes entreprises.

Yaël Braun-Pivet : une visite pour rien !

La présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet en tournée pendant trois jours à La Réunion est venue, a-t-elle dit, pour « échanger » et « rencontrer ».

Et elle en a vu du monde pendant son séjour ! Présidente de la Région, président du conseil départemental, députés, représentants d'associations culturelles, culturelles, de violences contre les femmes, les habitants de différents quartiers de l'île, etc.

À l'en croire tous les sujets évoqués par les uns et les autres seraient « une priorité » pour le gouvernement qui aurait des projets de lois plein les tiroirs.

Mais que ce soit pour le logement, les violences faites aux femmes, l'illettrisme, etc. autant de fléaux qui pèsent sur les familles des classes populaires, les problèmes ne sont pas nouveaux, les chiffres sont connus depuis longtemps.

Les ministres, les enquêteurs, les rapporteurs, les émissaires des gouvernements ont beau passer et repasser dans l'île, aucune solution tangible et durable n'est apportée à la population. Au contraire, les travailleurs continuent de s'enfoncer dans la précarité, voire la misère.

Alors, les travailleurs n'ont rien à attendre de la présidente de l'Assemblée qui est en phase totale avec la politique anti-ouvrière de Macron !

DANS LES ENTREPRISES

Super U Saint-André : un patron à la recherche de toujours plus de profits

À Super U Saint-André, la majorité absolue des employées et ouvriers sont payés au Smic, même après vingt ans d'ancienneté. Situé en plein cœur de ville cette surface commerciale draine vers elle une grande partie de la consommation populaire de produits de première nécessité et son chiffre d'affaire ne cesse d'augmenter d'année en année.

Pour autant, les salaires de ce commerce n'évoluent pas au même rythme que les prix pratiqués par la direction de ce magasin.

Non contente d'exploiter les travailleuses et travailleurs au tarif le plus bas possible, la direction a présenté en décembre dernier aux représentants du personnel au CSE un projet d'annualisation du temps de travail.

Si ce projet était appliqué, les salariés de Super U verraient leurs vies personnelle réduites néant, obligés qu'ils seraient de répondre aux sollicitations de la direction pour effectuer des remplacements de collègues en congés maladie ou en congés annuels, pour travailler jus-

qu'à plus d'heures lors des soirées promotionnelles et autres périodes de fête.

Et, pour couronner le tout, les heures supplémentaires ne seraient plus payées mois après mois, mais seulement en fin d'année, avec toute la difficulté pour les salariés d'en contrôler le nombre et leur règlement.

Il est évident que les salariés de ce commerce ont toutes les raisons de repousser avec vigueur ce piège tendu par leur exploitateur !

GAZA

Les grandes puissances coupables

Daniel Hagari, porte-parole de l'armée israélienne, a déclaré dans un message adressé aux troupes pour le nouvel An que la guerre contre Gaza continuera « tout au long » de l'année 2024.

Les bombardements israéliens contre Gaza se sont poursuivis dans la nuit du 31 décembre, visant plusieurs villes, dont Khan Younès au sud, et faisant encore plusieurs dizaines de morts et blessés. Au premier jour de 2024, la guerre impitoyable menée par l'État d'Israël avait déjà fait au moins 22 000 morts et près de 60 000 blessés, majoritairement des enfants, des adolescents et des femmes. Fuyant les combats, 85 % de la population gazaouie, soit 1,9 million de personnes, ont dû se

réfugier dans des camps situés au centre du territoire. Prise au piège, elle est quotidiennement la cible de bombardements.

Netanyahou affirme qu'il s'agit de « détruire le Hamas ». Mais le pillage intensif de ce petit territoire qu'est Gaza est d'abord et avant tout une politique de terreur visant la population palestinienne. Elle s'inscrit dans la continuité de celle menée par tous les gouvernements israéliens depuis 75 ans. Elle ne peut que susciter l'apparition de nouveaux combattants parmi la jeunesse palestinienne. Cette politique est aussi responsable de la mise en condition guerrière permanente de la population israélienne, vouée à fournir les troupes dont leur État a besoin au quotidien pour en faire les bourreaux

de la population palestinienne.

Mais l'armée israélienne ne peut réaliser le massacre en cours à Gaza sans le soutien politique international, dont celui, très concret, des armes et munitions fournies par les USA au nom du « droit d'Israël à se défendre ». Disposer d'un gendarme attiré dans une région aussi cruciale pour ses ressources pétrolifères et ses voies commerciales est un atout inestimable pour les dirigeants impérialistes. De leur point de vue, la tuerie en cours n'est qu'un dommage collatéral, voire une mise en garde utile adressée à toutes les populations de la région, au cas où elles voudraient secouer leur joug meurtrier.

Anéantir le Hamas, ou les Palestiniens ?

Le ministre des Finances israélien, Bezalel Smotrich, chef du Parti sioniste religieux d'extrême droite, a préconisé le retour des colons juifs, qui avaient été évacués il y a quelques années, dans la bande de Gaza. Autant dire que, pour lui, la « solution » est de jeter les Palestiniens vers d'autres pays. Un autre ministre, celui du Patrimoine, s'est déclaré lui aussi partisan de la recolonisation juive de Gaza, et a même évoqué l'utilisation d'une bombe nucléaire sur le territoire, ce qui lui a valu il est vrai l'exclusion momentanée du cabinet ministériel.

Pour le moment, ce n'est que la déclaration d'un ministre coutumier de semblables propos, et d'autres politiciens, mais pas du gouvernement, ni de l'état-major. Cependant, l'expulsion des Palestiniens de Cisjordanie est bel et bien en œuvre depuis des années. Et l'action actuelle de



l'armée israélienne à Gaza, les bombardements, la famine organisée, le manque d'eau, d'électricité, de médicaments, vont précisément dans le sens de Smotrich. Une entreprise immobilière israélienne spécialisée dans la construction de logements en Cisjordanie occupée a même publié un projet où l'on voit des immeubles neufs, au-dessus des ruines ; une image provisoirement retirée...

Le massacre des Palestiniens se

poursuit donc, et la population israélienne est elle-même l'otage de cette politique qui organise un véritable nettoyage ethnique et renforce la haine des peuples voisins à son endroit. Pour sortir de la barbarie, les peuples de la région devront tôt ou tard se débarrasser de tous ceux qui ont intérêt à ces guerres. Seule une fédération socialiste des peuples de la région pourra leur permettre de vivre en paix.

Des crimes solubles dans le pétrole

En 2023, 170 personnes ont été exécutées en Arabie saoudite. Ces crimes, car quel autre nom employer pour une telle hécatombe, n'empêchent pas les dirigeants de cette monarchie moyenâgeuse de figurer parmi les bons amis de tous les chefs d'État.

Emmanuel Macron recevait ainsi en grande pompe le 16 juin dernier Mohammed Ben Salman, le prince héritier et par ailleurs Premier ministre de l'Arabie saoudite. Dans ce pays, la moindre critique contre le régime peut être passible de la peine capitale.

Ainsi, en juillet 2023, un tribunal spécial a condamné à mort Mohamad al Ghamdi qui avait osé critiquer le gouvernement et défendre les prisonniers d'opinion sur un compte twitter comptant neuf abonnés. Cela a suffi à le faire accuser de complot contre les dirigeants du pays, d'atteinte aux institutions de l'État et de soutien à l'idéologie terroriste !

Les tribunaux islamiques, de leur côté, condamnent à tour de bras celles et ceux qu'ils accusent de trafic de drogue ou de comportement



Macron et le prince héritier Mohammed Ben Salman

méritant la peine capitale en vertu de la charia, comme l'adultère ou l'homosexualité.

Mohammed Ben Salman a fait un temps quelques gestes destinés à donner une image plus moderne de son régime, comme le droit de conduire accordé aux femmes. Les dirigeants des grandes puissances n'en demandaient pas tant, les puits de pétrole saoudiens et les commandes d'armes ayant toujours suffi à les attirer à la cour de Riyad. Ben Salman a pu cependant bénéficier

dans la presse mondiale d'une image de prince libéral, du moins jusqu'à l'assassinat sur ses ordres en Turquie du journaliste dissident Jamal Khashoggi.

L'augmentation du nombre d'exécutions capitales, 170 en 2023 contre 147 en 2022, rend mieux compte de l'oppression que vivent les habitants du pays, les femmes et aussi les migrants venus d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient qui composent la moitié de sa population et la majorité de sa classe ouvrière.

MAURICE

L'exploitation abominable des ouvrières immigrées du secteur textile

Les capitalistes mauriciens sont présentés par la presse économique comme les « tigres » de l'Océan Indien. En fait, ils se font les griffes contre leurs salariés, plus particulièrement contre les immigrés qu'ils considèrent comme corvéables à merci.

Une enquête récente de l'organisation américaine Transparentem vient de révéler que les milliers d'ouvrières bangladaises exploitées dans les usines textiles du groupe Real Garments situées dans la zone franche mauricienne ont été

contraintes, pour obtenir leurs emplois à Maurice, de déboursier des milliers de dollars, les obligeant à s'endetter auprès de prêteurs pendant des mois et donc à vivre aussi des mois sans salaires à des milliers de kilomètres de chez elles.

À cela s'ajoutent des salaires inférieurs aux salaires des travailleuses mauriciennes et des conditions de travail et d'hébergement indignes (pas d'accès à l'eau potable ; horaires de travail déments ; logements surpeuplés).

Cette exploitation des tra-

vailleuses immigrées font la richesse des patrons mauriciens, mais aussi des entreprises européennes et américaine acheteuses de ces vêtements qu'elles revendent en Occident avec des marges considérables (les Barbour, Calvin Klein et autres Tommy Hilgiger).

L'enquête menée par Tranparentem, mais aussi les grèves déclenchées par les ouvrières immigrées elles-mêmes ont obligé ces suceurs de sang à rembourser les sommes indûment demandées à ces dernières.

Dévaluation de la monnaie et appauvrissement de la population...

En décembre 2023, la monnaie malgache, l'ariary, s'est encore dévaluée par rapport à l'euro.

Aujourd'hui 5058 ariary sont nécessaires pour obtenir un euro quand 4650 suffisaient il y a peu.

Il faut remonter à 1980 pour retrouver une valeur aussi basse de la monnaie malgache sur le marché international d'échange des devises.

Et comme 40 % des échanges de Madagascar avec l'étranger se font en euros, cette dévaluation de l'ariary a pour effet d'augmenter encore plus l'inflation qui, l'an passé, a atteint 12 % dans l'île.

Ce sont bien sûr les pauvres (80 % de la population malgache vivent en dessous du seuil de pauvreté, avec moins de 2 dollars par jour – 9200 ariary), les travailleurs qui triment dans le secteur informel qui voient leurs conditions de vie précaires encore plus se détériorer.

Le Smic malgache a été réévalué par le gouvernement à hauteur de 250 000 ariary. Mais comme seule une minorité de travailleurs dispose d'emplois permanents et déclarés, comment la majorité de la population laborieuse peut-elle faire face à ses besoins quand le prix du kilo de riz a

dépassé la barre des 4000 ariary et le litre de lait importé celle des 8000 ariary ?

À l'inverse, cette dévaluation de l'ariary profite aux capitalistes des zones franches ayant investi dans les secteurs du textile ou de l'agro alimentaire, de la pêche ou dans les mines et bien sûr aux capitalistes étrangers acheteurs des produits malgaches.

Voilà comment la dévaluation des monnaies nationales des pays pauvres profite aux exploités du monde entier et contribue à affamer encore plus le prolétariat de ces pays.

... assoiffée sur fond de gabegie

En décembre 2023, une quinzaine de quartiers de la capitale, Antananarivo, étaient privés d'eau et d'électricité.

De ce fait la population concernée s'est retrouvée dans l'obligation de recourir aux bornes fontaines pour s'approvisionner en eau. Un ancien responsable du fokontany, l'autorité d'un de ces quartiers, interrogé par un journaliste de RFI, déclarait que ladite borne fontaine existait depuis 30 ans, mais qu'aujourd'hui elle devait des-

servir une population bien plus importante, ce qui avait pour conséquence d'obliger les habitants à patienter de longues heures pour constituer leurs stocks d'eau pour la journée.

Comble de cynisme, la direction de la Jirama contactée par ce journaliste osait encore attribuer ce manque d'eau dans son réseau de distribution au manque de pluie... alors que venaient de tomber 328 mm de pluie en 15 jours dans la capitale !

MAYOTTE

les smicards doublement discriminés

Le gouvernement a décidé que le Smic national n'augmentera que de 1,13 % au 1er janvier 2024.

Cela correspond à une augmentation nette mensuelle de 15,60 €. Un ouvrier, un employé payés au SMIC et à temps complet ne pourront donc compter pour faire face à leurs besoins essentiels que sur un salaire de 1398,69 €. Bien en-dessous du montant suffisant à faire face à ses besoins élémentaires.

En maintenant le salaire minimum à un tel niveau le gouvernement

montre sa complaisance à l'égard du patronat, en même temps que tout le mépris qu'il a pour les millions de Smicards obligés de continuer à trimer pour un salaire de misère en métropole et dans les départements d'Outre Mer... sauf à Mayotte où les travailleurs ont droit à une dose supplémentaire de mépris colonial puisque le gouvernement y a décidé de maintenir le Smic net à 1067 euros, soit plus de 300 euros en dessous du Smic national !

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282